



La voix anticapitaliste

Nouveau Parti Anticapitaliste Comité d'Orléans

Contacts: npa.orleans@orange.fr Site : npa 45.org Facebook: NPAjeunes45

MACRON veut faire sa loi après le « Grand Débat » La vraie démocratie est dans la rue !

Après trois mois de campagne de Macron, trois mois de grand blabla largement répercuté par les médias, le gouvernement s'organise pour détourner à son profit et au profit de ses amis les capitalistes, les colères, les revendications qui s'expriment dans le pays.

C'est dans le cadre abrité du Grand palais, devant un public trié sur le volet, que le Premier ministre, Édouard Philippe a rendu compte du grand blabla mis en place pour prolonger le gazage des manifestantEs par un enfumage censé recueillir les attentes des FrançaisEs... Au même moment aucune chance de trouver dans les grands médias ne serait-ce qu'un aperçu de ce qu'on débattu à Saint-Nazaire ce week-end, les 700 représentantEs des plus de 200 délégations de Gilets jaunes, issus des ronds points, des assemblées, des manifestations, qui se poursuivent depuis cinq mois.

Les reculs sociaux et la répression comme seules réponses

Profitant de la multiplicité des demandes exprimées, le gouvernement pense hiérarchiser à sa convenance les mesures qu'il décidera. La proximité des élections européennes lui impose de tergiverser encore quelques semaines.

Ce qui est sûr, c'est la répression de toutes celles et ceux qui depuis des mois expriment leurs colères : des dizaines de blesséEs graves, des milliers de contrôles préventifs, d'arrestations et de condamnations (2000 condamnations depuis le début du mouvement, dont 40 % de peines de prison ferme), avec le déploiement de l'armée et l'utilisation d'armes dangereuses.

Quoiqu'il en soit, la logique des réformes prévues ou engagées est très claire. Pour les retraites, les fausses hésitations masquent mal la réalité : baisser les pensions, pénaliser les départs à l'âge légal, favoriser le développement des complémentaires pour celles et ceux qui en ont les moyens

En matière de fiscalité, pas question de revenir sur l'ISF ni de supprimer l'injuste TVA sur les produits de première nécessité. Pas question non plus de s'attaquer aux 500 fortunes qui représentent 25 % du PIB aujourd'hui (contre 6 % en 1996 !). Et face à la demande de renforcement des services publics, la réponse indiquée par Édouard Philippe consiste à poursuivre leur réorganisation, c'est-à-dire en fait leur désorganisation, voire leur destruction...

Construisons le « Tous ensemble » !

Les prétendues solutions du pouvoir sont en tous cas bien éloignées de l'Assemblée des assemblées de Gilets jaunes réunie à Saint-Nazaire : « Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques. Conscients que nos avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. Ainsi nous construirons collectivement le fameux « Tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible. (...) Ne nous regardez pas, rejoignez-nous. Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple. »

Pour imposer nos revendications, la meilleure façon de nous faire entendre reste notre mobilisation. Les personnels de l'Éducation nationale (massivement en grève jeudi dernier), les jeunes pour le climat, les locataires contre les expulsions, et bien d'autres, résistent. Il faut que ces résistances convergent avec celles des Gilets jaunes. En particulier, la bataille pour le pouvoir d'achat, contre les inégalités salariales, doit, par la grève, s'ancrer dans les entreprises. Le jeudi 11 avril pour les retraites, le samedi 13 contre la répression, les samedis aux côtés des Gilets jaunes, doivent être l'occasion de construire ce « Tous ensemble ». La mobilisation du peuple algérien qui a déjà imposé le départ de Bouteflika nous montre que quand on se mobilise, il est possible de gagner.

Orléans le 08-04-2019